

Communication en Question

www.comenquestion.com

Deuxième semestre, Vol. 1, n°2, Octobre / Novembre 2013

POLITIQUE ET CRISE DANS LES UNIVERSITES ET GRANDES ECOLES PUBLIQUES EN COTE D'IVOIRE : ANALYSE DU DISCOURS PRESIDENTIEL DE LAURENT GBAGBO LE 1ER MAI 2007

Political communication and crisis in the universities and public schools in Côte d'Ivoire: Analysis of the presidential speech of Laurent Gbagbo on the 1st May 2007

133

Raoul Germain BLE¹

Maitre de Conférences

Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan

bleraoulgermain@yahoo.fr

¹Raoul Germain BLE est Maître de Conférences (CAMES) et HDR des Universités françaises en Sciences de l'information et communication (SIC). Il est Enseignant-Chercheur au Département de la communication à l'Université Félix Houphouët-Boigny en Côte-d'Ivoire et dans plusieurs Universités en Afrique. Ancien Directeur du Centre d'Etudes et de Recherche en Communication (CERCOM) à l'Université de Cocody -Abidjan, ses recherches portent sur la communication pour le développement et sur le journalisme. Sur ces thèmes, il a publié plusieurs articles.

RÉSUMÉ

Depuis quinze ans, au moins, il n'est question que de la crise des universités et des grandes écoles publiques en Côte d'Ivoire, crise dans laquelle s'enlisent enseignants et étudiants et qui n'épargne d'ailleurs pas tout le pays. L'objet de cet article est d'analyser, dans ce contexte de « ni guerre ni paix », la crise de l'université sous le prisme de la crise ivoirienne, analyse dont le discours du Président Gbagbo, le 1er Mai 2007, lors de la fête du travail, nous en donne l'opportunité. Notre hypothèse est la suivante : l'enseignant est peu considéré dans le tissu social parce que l'université ne constitue pas une priorité au sommet de l'Etat de Côte d'Ivoire. Cette situation affecte tellement l'efficacité de l'enseignement supérieur qu'une amélioration semble plutôt difficile à envisager. Pourtant des solutions sont possibles pour résorber cette crise. Il suffit que Laurent Gbagbo, qui fut lui-même chercheur à l'Institut d'Histoire d'Arts et d'Archéologie Africaine (IHAAA), avant de devenir Président de la République, accorde désormais à l'université, priorité et considération dans les choix budgétaires malgré la rigueur des temps. Notre propos, dans ce travail, est moins de théoriser sur des paradigmes de la crise que d'analyser un discours politique pour que celui-ci serve, autant que faire se peut, à la compréhension de l'environnement dans lequel il se construit.

Mots-clés : Travail, université, démocratie, crise, paix, solidarité.

134

ABSTRACT

For fifteen years, at least, there is no question that the crisis in the universities and public schools in which bogged down the teachers and students who do not have saving elsewhere throughout Côte d'Ivoire. The purpose of this paper is to analyze, in the context of no war and no peace, the crisis of the university in the Ivorian crisis, through the speech of the President of the Republic on 1 May 2007, during labor Day. Our hypothesis is as follows: the teacher is considered evil in Ivorian society because the university is not a top priority of the state. This fact affects especially the effectiveness of high school improvement that seems rather difficult to envisage. Yet solutions are possible. Just as Laurent Gbagbo, who was during a long period, himself a teacher before becoming President of the Republic, from now on grants the university, priority and consideration in the budgetary choices, despite the hard times. Our purpose in this work is less than theorize about paradigms to see to what extent the analysis of political discourse can be used to understand the environment in which it is built.

Keywords: Works- university- democracy- crisis- peace- solidarity.

Introduction

Les ivoiriens ont du mal à comprendre les réalités inhérentes aux universités et aux grandes écoles publiques dans lesquelles $\frac{3}{4}$ des bacheliers sont inscrits chaque année. La rapidité des transformations auxquelles ces institutions sont confrontées, le caractère contradictoire des résultats auxquels ces changements ont conduit, l'impuissance des idéologies traditionnelles à leur fournir des perspectives pertinentes à leur essor explique la complexité du problème.

L'université de Cocody, par exemple, fut initialement construite en 1964 pour recevoir 6.000 étudiants dont tous étaient pratiquement boursiers. Les étudiants, à cette époque, évoluaient dans des conditions de travail satisfaisantes. Aujourd'hui, pour les mêmes structures, l'on dénombre 65.000 étudiants dont très peu bénéficient de la bourse. Les salles de cours et les amphithéâtres sont insuffisants face à cet effectif pléthorique. Les 1300 enseignants permanents n'ont pas de locaux pour recevoir et conseiller correctement les étudiants qui préparent des mémoires ou des thèses. Seuls 2% de l'effectif sus-indiqué partagent avec d'autres collègues, à défaut de bureaux individuels, des salles d'enseignants ou la promiscuité et le manque de commodité sont avérés. A cela, il faut ajouter la dégradation avancée de l'environnement peu favorable pour y mener des activités académiques. Par ailleurs, il est fréquent de voir au quotidien, sur le campus, des enseignants et leurs étudiants se promener pour rechercher une salle de cours.

135

Nous pensons que la dégradation des conditions de vie et de travail sur le campus relève d'un mépris injustifié de l'université et de l'universitaire. De ce postulat, la remarque suivante : il convient de réhabiliter les grandes écoles et les universités publiques pour faire en sorte que l'opinion publique en aie une meilleure perception. Malheureusement, le discours du Président de la République a davantage accentué la crise à l'université. A notre humble avis, le Président Gbagbo a apprécié cette crise sous un angle inadéquat. La crise des universités publiques dans la crise ivoirienne n'est, en réalité, que les conséquences de l'incapacité des dirigeants ivoiriens à maîtriser depuis 1990 une organisation complexe.

Tant que durera le décalage entre politique administrative et politique académique d'une part, capacité d'organisation et de gestion d'autre part, les grèves persisteront sur les campus. Nous vivons au moins depuis quinze ans une crise d'organisation dans les milieux scolaires et universitaires, avec pour fâcheuse incidence, que les effets de cette crise organisationnelle se propagent sur l'ensemble de la population, dans la mesure où les étudiants et les enseignants constituent des pôles sensibles.

Jusqu'à une période récente, le Syndicat National de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (SYNARES) était l'unique syndicat de la communauté universitaire. Depuis la guerre de septembre 2002, sa direction s'est politisée pour le compte de la mouvance présidentielle et a perdu ainsi toute crédibilité. Cette douloureuse défection du SYNARES n'entame toutefois en rien la volonté des universitaires de se regrouper au sein d'organisations capables de prendre en charge leurs préoccupations. Entre l'engagement politique et les revendications corporatistes, il reste un vaste terrain ouvert au syndicalisme, bien que le multipartisme ait divisé les membres de la communauté universitaire dont certains se sont retrouvés dans les partis politiques. Mais vite les crises successives que connaît le pays et l'inconséquence des hommes politiques de tout bord vont éloigner les chercheurs et les enseignants du supérieur de la mystification idéologique si bien que ceux-ci vont adopter désormais un comportement critique en prise directe sur les problèmes de société.

Le SYNARES est donc à l'origine de la création, en 2005, de la Coordination Nationale des Enseignants et des Chercheurs (CNEC). Le point de rupture qui marque la naissance de cette dernière ne provient pas d'une modification formelle des structures universitaires mais bien d'une prise de conscience des chercheurs et des enseignants-chercheurs solidaires décidant de prendre en mains, le cours de leur destin social. Les deux organisations syndicales existant concomitamment, l'on pourra alors observer deux approches différentes du syndicalisme : d'un côté la CNEC dans une posture réaliste défendant le statut des chercheurs et enseignants-chercheurs, la valorisation du salaire, les conditions de vie et de travail et l'autre côté la posture idéologique et passive du SYNARES en marge de la déontologie syndicale.

L'émergence de solidarités corporatistes chez les Enseignants et les Chercheurs va paralyser les universités et les grandes écoles publiques pendant plus de quatre mois en l'espace de deux années académiques (2005-2006/2006-2007).

Devant cette situation, le Président de la République excédé par les grèves intempestives dans les universités publiques va tenir un discours d'une rare fermeté à l'adresse des enseignants du supérieur le 1er Mai 2007 lors de la fête du travail. Comme malheureusement, face aux difficultés socio-économiques et aux contraintes de la vie, certains ivoiriens n'ont ni le temps, ni les moyens (intellectuels) de procéder à une analyse approfondie des discours ou propos des gouvernants et / ou des leaders politiques, notre travail va tenter de proposer des clés de lecture et de compréhension du discours sus-indiqué. Sous cet angle, nous aborderons le cadre théorique et le cadre méthodologique de cette

étude. Ensuite, nous procéderons à une série d'analyses successives du discours de Laurent Gbagbo du 1er Mai 2007.

1. Cadre théorique et méthodologique

L'analyse du discours est une approche méthodologique à la fois quantitative et qualitative inhérente aux sciences sociales et humaines, analyse toute aussi formelle que sémantique (contexte et contenu du discours oral ou écrit). C'est donc un outil essentiel du champ de la communication politique. Il s'agit, pour le gouvernant ou pour l'homme politique, d'échanger avec son public. Aussi, l'analyse de tout discours, en particulier politique, apparaît-elle comme une exigence pour comprendre l'explicite et l'implicite du texte. L'analyse systématique du contenu politico-discursif permet de décrypter le message de l'émetteur, de déceler les stratégies et l'idéologie politique de celui-ci. C'est dans cette optique que nous nous proposons d'analyser le discours du 1er mai 2007 prononcé par Laurent Gbagbo lors de la fête du travail. Ce qui nous intéresse ici relève de la crise des universités publiques dans la crise ivoirienne. Ce travail va se fonder sur des analyses lexicographique, rhétorique, argumentative, stratégique, thématique et relationnelle. Il s'agit de relever les informations contenues dans ce discours afin de les rendre accessibles à un plus grand nombre.

137

Notre méthodologie repose donc sur l'analyse de contenu qui va révéler ce qui est dit explicitement (dénotation) et ce qui réfère au non-dit, à l'implicite (connotation). Quant à l'approche théorique, elle s'inscrit dans le champ à la fois de l'oralité dialoguée par rapport à l'élite syndicale présente sur le lieu du discours et de l'oralité médiatée pour les $\frac{3}{4}$ de personnes qui regardaient cette cérémonie sur leurs écrans de télévision.

Le rituel cérémoniel du 1er mai 2007 permet de comprendre les enjeux politico-socio-territoriaux car Laurent Gbagbo réhabilite la fonction présidentielle. Quiconque le connaît n'est guère en réalité surpris de sa volonté de s'imposer et de rappeler constamment comment il a vécu, comment il a lutté pour parvenir au pouvoir. Nous nous appuyons sur Todorov (1981 : 77) pour étayer ce que nous disions : «le discours correspond à tout ce qui est répété et reproduit, réitérable et reproductible, le discours est pris dans une chaîne de recommencement perpétuel par des relations de nature dialogique et même dialectique». Alpha Ousmane Barry (que nous citons de mémoire) a brillamment résumé ce genre de situation, à propos de Sékou Touré, lorsqu'il dit à peu

près en ces termes : «... que ce procédé énonciatif correspond à une stratégie oratoire qui participe à la construction discursive d'une part et à la volonté de manipuler l'opinion publique, d'autre part ».

Nous sommes ainsi de plain-pied dans un discours qui vise la problématisation du champ politique dans une situation de crise où les paroles sont libérées en faveur des clans idéologiques, des corporations, des enjeux politiques et jamais en faveur des populations qui souffrent, au quotidien. Le point central de notre démarche est que tout orateur produit du sens pour le public qui l'écoute et par le jeu du lien social tissé pour les maintenir en relation.

2 - Analyse lexicographique

Cet exercice nous amène à étudier les performances lexicales contenues dans le discours de Laurent Gbagbo. Plus spécifiquement, il s'agira de faire une étude statistique des pronoms utilisés afin de mettre en évidence les structures d'implication, d'interpellation et d'association.

Tableau 1 : La structuration statistique du discours du Président de la République

PRONOMS	STRUCTURE D'IMPLICATION							STRUCTURE D'INTERPELLATION			STRUCTURE D'ASSOCIATION		
	Je	me	moi	mon	ma	mes	mien	vous	Votre	vos	nous	notre	nos
NOMBRE	116	05	12	15	01	01	01	40	09	01	85	06	01
TOTAL	151							50			91		
%	51.54 %							17.06 %			31.40 %		

Ici, il va être question de dégager dans le discours de Laurent Gbagbo les éléments qui fondent les trois types de structures récurrents. Il s'agit dans l'ordre :

- La structure d'implication : il s'agit ici de l'engagement de l'émetteur dans les problèmes inhérents à sa vie ou aux problématiques qui le concernent. C'est une logique d'action (ou d'inaction).

- La structure d'interpellation : elle conduit l'émetteur à attirer l'attention du public sur les problématiques qu'il convoque dans ses propos. Il s'agit d'une logique qui rappelle la place, les responsabilités, les devoirs, les droits, etc. de chacun.

- La structure d'association est une logique d'appartenance dans laquelle tous les acteurs doivent se sentir concernés par un même problème ou mobilisés pour une même cause.

À l'analyse du tableau, la structure d'implication a le plus fort taux de pourcentage (51,54%) et dépasse la moyenne. Elle comptabilise 151 pronoms qui reviennent de manière récurrente dans ce discours : « je » utilisé 151 fois, « mon » 15 fois, « ma » 1 fois, « mes » 1 fois, « moi » 12 fois, « mien » 1 fois, « me » 5 fois. Ensuite, la structure d'interpellation détient, quant à elle, le plus faible taux, soit 17,06%, pour un total de 50 pronoms. Ici, la fréquence du pronom personnel « vous », avec 40 occurrences, est notoire. Enfin, la structure d'association fait 31,40%. De même, le « nous » qui revient 85 fois est le pronom le plus récurrent.

En ce qui concerne l'interprétation du tableau, nous avançons que le nombre élevé du pronom « je » dénote de l'implication du Président de la République dans la recherche de solutions face aux difficultés que traverse l'ensemble des travailleurs. Il remercie, félicite et encourage les travailleurs pour l'effort consenti afin d'apaiser le climat social: « Je voudrais saluer les travailleurs parce qu'ils ont souffert tout en restant courageux tout en restant ivoiriens, tout en restant patriotes ». « Je voudrais saluer les travailleurs qui nous ont soutenu dans cette traversée du désert (...) Chers amis, merci, merci pour votre courage ». On voit ici que le Président Gbagbo assume stratégiquement ses propos pour en «récolter» des dividendes politiques en termes d'image. Il se posture constamment en Président reconnaissant.

Laurent Gbagbo rappelle et réaffirme également ses fonctions de chef d'État, garant de l'avenir de tous les Ivoiriens en matière d'emploi. Pour convaincre, il utilise une démarche d'implication et des verbes au présent pour marquer l'action: « je fais mon travail, moi, j'ai un devoir de mettre chaque ivoirien en contact avec un emploi au moins une fois dans sa vie ». Avec « j'ai un devoir...», il embellit son action par une posture éthique qui met en valeur le peuple car le devoir est un impératif qui exige de tout individu d'accomplir ce qui est prescrit en vertu d'une obligation. Cette phrase (moi j'ai un devoir...) montre également que Laurent Gbagbo est au service des populations et non le contraire. Il rassure également les travailleurs de sa détermination à poursuivre le processus de réconciliation dans lequel il s'est engagé : « Le

processus dans lequel (...) ne va plus reculer. Avant de m'adresser à la Côte d'Ivoire sur ce point précis, j'attends encore certaines données ».

Avant d'aborder l'aspect des revendications des travailleurs et des grèves intempestives, le Président vante ses propres qualités de lutteur infatigable qui l'ont hissé au sommet de l'État : « Tout ce que j'ai, je l'ai obtenu dans le combat quotidien, chaque jour, un par un, mètre carré après mètre carré, j'ai conquis tout ce que j'ai. Et je continue à rester ce que je suis, c'est à dire un lutteur ». Son statut de chef d'État est le fruit de son travail par opposition à un certain groupe d'Ivoiriens qu'il nomme les « héritiers ». Dans l'énoncé suivant, on peut émettre l'hypothèse que Laurent Gbagbo s'adresse aux responsables politiques de l'opposition qui se réclament de feu le Président Houphouët-Boigny, et qu'il accuse d'avoir mal géré le patrimoine national : « Je continuerai à me battre, parce que souvent, les héritiers font très mauvais usage de l'héritage. Moi, comme je ne suis pas un héritier et que ce que j'ai, c'est ce que j'ai gagné à la sueur de mon front, j'en prends soin ».

Après cette mise au point, Laurent Gbagbo met en garde les auteurs des grèves qu'il qualifie d'intempestives; il hausse le ton et se montre intransigeant, voire plus ou moins méprisant, à l'endroit des enseignants du supérieur en ce qui concerne leurs revendications salariales. Il estime que leur cause est juste, mais la voie utilisée pour la mener n'est pas appropriée. Pour toutes ces raisons, Laurent Gbagbo refuse de leur donner satisfaction: « Et je le dis haut et fort aujourd'hui, ici et maintenant, qu'ils n'auront pas ce qu'ils demandent. Je ne donnerai pas deux millions à un enseignant.....et quatre millions à un professeur titulaire ».

Laurent Gbagbo estime qu'un doctorat n'est pas un diplôme extraordinaire qui doit donner des privilèges à ses détenteurs comparativement aux militaires et aux douaniers qui mettent leur vie en danger en protégeant le pays ou en renflouant les caisses de l'État de Côte d'Ivoire : « Je leur ai expliqué qu'un doctorat, ce n'est pas la mer à boire. Nous tous, on a des doctorats, et puis, on est assis ici ». Dans les propos suivants, nous notons un écart de langage, un mépris vis-à-vis de ses anciens collègues enseignants. Il utilise même un ton menaçant pour mettre en garde quiconque essaierait de le contrarier : « Je suis chef d'État et je dispose de tous les instruments de l'État...Je voudrais vous dire solennellement et clairement qu'aucun assistant ne sera payé à deux millions de francs ici ».

Au niveau de la structure d'association, le pronom « nous » est le plus fréquent, mettant en exergue le Président de la République qui s'associe à l'effort de tous les travailleurs qui ont contribué à la sortie de crise à

travers le dialogue direct : « Nous avons traversé des moments difficiles. Nous sommes en train de sortir de cette situation (...) nous allons aller jusqu'au bout et organiser des élections ».

Laurent Gbagbo ne se limite pas seulement à associer les travailleurs à son action, il les invite à accomplir leur devoir : « (...) c'est à vous qu'il revient de jouer votre rôle de contre-pouvoir et d'observer si les règles en la matière sont respectées (...) je fais mon travail, faites le vôtre ; vous n'êtes pas en dehors de votre mission non plus. Chacun fait son travail ». Le Président affiche sa volonté de réussir la sortie de crise avec les travailleurs : « Donc nous allons conduire ce processus jusqu'à son terme ».

3 - Analyse rhétorique

Cette partie porte sur l'étude des procédés discursifs auxquels Laurent Gbagbo a eu recours dans l'élaboration de son adresse aux travailleurs ivoiriens.

Le propos de Laurent Gbagbo commence par un ton paternel quand il salue les travailleurs et les félicite : « Je voudrais d'abord (...) saluer les travailleurs et les féliciter (...) je voudrais saluer les travailleurs parce qu'ils ont souffert tout en restant courageux (...) « nous allons au moment venu, dans quelques temps, rendre publique la sortie de crise telle que le gouvernement la voit. Les emplois à créer, les dispositions à prendre... ». Il ne manque pas aussi de les remercier avec un sentiment d'appartenance et une posture familière : « Chers amis merci. Merci pour votre courage ». D'ailleurs en disant « merci pour... » qui est une incorrection (au lieu de « merci de... »), Laurent Gbagbo montre qu'il est en famille et qu'il peut se permettre d'être relaxe même dans son adresse. Il va se montrer également compréhensif et prévenant : « Mais comme vous m'avez interpellé, je vais confier au Ministre de Travail... de vous recevoir... ». Par contre, le ton devient rude quand il aborde la question des enseignants grévistes : « J'ai parlé en frère, en syndicaliste, s'il veulent m'obliger à parler en Chef d'État, je parlerai en chef d'état, je prendrai mes dispositions et je ne veux plus voir ces grèves illégales... ». Il devient plus précis et plus direct : « je n'ai pas l'argent pour payer les assistants à 2 millions (3054 euros). Et celui qui demande ça aujourd'hui est un rêveur. Mais, comme il est un rêveur dont le rêve nous met tous en danger, il est dangereux... ». Il termine en saluant et en remerciant encore : « je vous salue et je vous remercie... Que Dieu bénisse la Côte d'Ivoire » !

A la suite de ce qui précède, on peut relever quelques invectives qui montrent la détermination de Laurent Gbagbo contre les enseignants lorsqu'il dit [« je » n'ai pas l'argent pour payer...] ou quand il les traite de « rêveurs » et de « dangereux ». Nous soulignons ainsi toutes ces différentes étapes du discours présidentiel pour éclairer les effets de sens que provoque l'emploi de certaines images linguistiques. Elles servent à convaincre, à montrer, donc à s'adresser à la fois à la raison et aux sentiments de ses interlocuteurs. Le tableau ci-dessous classe les différents aspects de la structure rhétorique de l'allocution du Président de la République.

Tableau 2 : La structure rhétorique

Les catégories de figures	Les différentes figures	Exemple	fréquence	Total
Les figures de lexique	L'anaphore	<i>Ce n'est pas quatre cent mille ! Ce n'est pas quatre mille ! Ce n'est pas quatre cent !</i>	20	50
	L'anadiplose	<i>Moi, j'ai fait des grèves. Mais les grèves que nous avons faites...</i>	6	
	La répétition	<i>« S'ils veulent m'obliger à parler en Chef d'État, je parlerai en Chef d'État »</i>	24	
Les figures de ressemblance	La comparaison	<i>Tu es assistant et tu es considéré comme un enseignant du secondaire.</i>	22	27
	La métaphore	<i>Debout pour que nous traversions ensemble la crise et que nous allions de l'autre côté de la mer.</i>	2	
	La personnification	<i>J'ai un devoir de mettre chaque ivoirien en contact avec un emploi ...</i>	3	
Les figures de voisinage	La métonymie	<i>Avant de m'adresser à la Côte d'Ivoire...</i>	2	2
Les figures de construction	La polysyndète	<i>Ils sont jeunes...Ils sont désemparés...Ils languissent, ils traînent.</i>	2	32
	L'énumération	<i>On a négocié trois ans... Nous avons négocié de 73 à 77...</i>	30	
La citation	L'hyperbole	<i>On ne peut plus payer un ticket de Cocody à Vridi...</i>	1	1
Les autres figures	Le proverbe	<i>Avec les dangereux, il faut agir selon les dangers</i>	1	5
	L'apostrophe	<i>Monsieur le Ministre de l'emploi, vous voilà...</i>	4	

En analysant ce tableau, on peut se rendre vite compte de la fréquence d'utilisation de certaines figures de la structure rhétorique. D'autres ne sont pas mentionnées parce qu'inexistantes dans le discours analysé. Les plus utilisées, au nombre de 50, sont celles relevant du lexique ; ensuite, nous avons les figures de construction, au nombre de 32 et les figures de ressemblance au nombre de 27. Les moins utilisées sont les figures de voisinage (5) et de citation (2).

Les figures qui intéressent les enseignants du supérieur dans le cadre de ce travail sont l'anadiplose, la répétition, la comparaison et l'énumération qui permettent au Président de la République de rappeler avec instance son parcours de combattant et d'affirmer continuellement qu'il est le Chef de l'Etat au service de tous les citoyens et non seulement des enseignants qu'il trouve irresponsables du fait des crises universitaires successives.

Par les figures de comparaison et d'anaphore, Laurent Gbagbo s'en prend fermement aux grévistes en dénonçant leur manque de soutien à ses projets et tourne en dérision un autre groupe qu'il taxe d'héritiers inconscients. Dans ses comparaisons, il ne manque pas de rappeler son passé de militant pour montrer qu'il connaît bien le milieu des enseignants. Il ajoute comment à sa manière, il avait eu satisfaction, à l'époque de Félix Houphouët-Boigny, sans passer par la méthode de grève qu'il déplore aujourd'hui chez ses anciens collègues.

Les figures du lexique dénotent de sa volonté d'insister, de montrer et d'expliquer son acte. La prédominance de la périphrase lui permet d'attirer l'attention des auditeurs afin de faire passer son message et d'atteindre le but recherché.

Il est bon de noter que l'analyse rhétorique démontre la nature et l'état d'esprit du locuteur pendant le moment de l'énonciation. Ce discours est riche en enseignement, le locuteur, en cet instant, ne fait pas preuve d'humilité (abondance des barbarismes), de courtoisie (abondance de répétitions et de comparaisons inopportunes) et de sincérité (utilisation des figures du voisinage).

4. Analyse de l'argumentation

Cette structure est construite autour de l'argument de cadrage du réel et de l'argument de lien en notant que le premier prédomine largement parce que Laurent Gbagbo veut convaincre son auditoire. Les arguments de cadrage sont largement en tête, avec un taux de 89,26%, soit environ huit fois le taux des arguments de lien qui s'élève à 10,73%. On remarque

ainsi, dans ces propos, que les arguments de recadrage du réel sont plus importants avec 110 fréquences, comparativement à l'argument de l'affirmation par l'autorité qui totalise 23 fréquences.

Les arguments déductifs et les arguments analogiques sont aussi présents mais dans une moindre mesure car on note 14 fréquences pour le premier et 2 pour le second. La forte utilisation de l'argument du cadrage du réel est l'expression manifeste de la volonté du Chef de l'Etat de faire partager sa vision du travail et de faire accepter ses idéaux. La fête du travail est donc opportune pour lui de situer les responsabilités des uns et des autres pour aboutir à un idéal de cohabitation pacifique entre patronat et classe salariale : « c'est à vous qu'il revient de jouer votre rôle de contre-pouvoir et d'observer les règles en la matière. Je fais mon travail. Faites le vôtre. Je fais mon travail qui est de prendre toutes les dispositions pour que les postes d'emploi soient créés de façon massive ».

Cette nécessité de vouloir faire partager ses convictions se ressent au niveau du taux très élevé de l'argumentation d'amplification qui est une logique d'extension de son propos. Il n'est donc pas étonnant de constater que son discours porte diverses formes d'insistance dont les plus récurrentes sont : « tel est le sens que je donne à... » qui revêt une connotation de légitimation de son point de vue : « j'ai donné mon accord pour... » qui montre à l'assemblée l'importance et l'étendue de son pouvoir. L'argument de définition lui permet de mieux se situer dans ce cadre-là. Il s'en sert en effet pour faire savoir à l'auditoire les finalités quant aux accords de paix de Ouagadougou: « cet accord, nous sommes en train de l'appliquer. Nous l'appliquerons méthodiquement. Nous l'appliquerons rigoureusement et nous allons aller jusqu'au bout et organiser des élections ».

En ce qui concerne l'argument de l'affirmation par l'autorité, il montre les différents niveaux de compétence du Président Laurent Gbagbo. En effet, par l'argument, par expérience, il est à l'aise pour aborder certains sujets comme les revendications syndicales, ayant été, longtemps lui-même, syndicaliste : « moi, j'ai fait des grèves. Mais les grèves que nous avons faites n'ont pas été des grèves de revendications salariales et ce n'est pas là que nous avons gagné. Les grandes avancées que nous avons eues quand nous étions enseignants et chercheurs, nous avons eu le statut de chercheurs sans grève. J'étais dans la délégation qui a négocié avec Lorougnon Guédé puis avec Félix Houphouët Boigny». Quant à l'argument de lien, le Président Laurent Gbagbo montre les responsabilités de chaque leader politique : « nous voulons aller aux élections, parce qu'il faut que dans ce pays, il arrive un moment où les

choses soient clarifiées. Il faut qu'on sache qui est qui ? Qui est quoi ? (...) c'est parce que chacun se croit fort qu'il y a encore la crise ».

En utilisant l'argument de présentation, il se rapproche intimement des travailleurs qu'il valorise par des mots comme «amis, courage, compréhension, félicitation» et par l'expression suivante: «...vous êtes restés debout». Les propos du Président Gbagbo sont clairs dans ce sens: « Chers amis, merci. Merci pour votre courage», « Merci pour votre compréhension», « Et merci parce que vous êtes restés debout comme les autres Ivoiriens. », « je tiens à les saluer et les féliciter.» « Je vous salue et je vous remercie. », « Que Dieu bénisse les travailleurs de Côte d'Ivoire » et « Je vous remercie » etc. En insistant sur les groupes lexicaux contenant, d'une part, la sémantique de la reconnaissance, de la familiarité et du remerciement et d'autre part en prenant du recul, le Président de la République se montre hésitant et indécis. Ses différentes interpellations des travailleurs, tantôt avec familiarité, tantôt avec recul, dénote de sa volonté de souffler « le chaud et le froid » sur les travailleurs : « Et je le dis haut et fort aujourd'hui, ici et maintenant, qu'ils n'auront pas ce qu'ils demandent. Je ne donnerai pas deux millions à un enseignant et je ne donnerai pas 4 millions à un professeur titulaire. (...) Donc, Monsieur le Premier ministre, vous pouvez continuer à discuter avec eux, mais, dans les limites de ce qui est raisonnable».

5. L'argument de nomination

Dans son discours, Laurent Gbagbo interpelle les ivoiriens afin qu'ils abandonnent les revendications et les grèves qu'il qualifie lui-même de « grèves illégales, et non réalistes ». Ici dans l'argument de nomination, si, par moment, le chef de l'État refuse de désigner explicitement ses interlocuteurs (« certaines personnes que je connais mais que je ne nommerai pas ici parce que nous ne sommes pas dans la polémique, conservent les postes qu'ils ont, sans avoir rien fait pour les avoir »), il le fait sans faux fuyant quand il s'agit des enseignants : « je ne veux pas, à cause des assistants, des maîtres-assistants et des professeurs titulaires, mettre l'équilibre financier de toute la Côte d'Ivoire en danger».

Enfin, dans l'argument de définition, il ne cesse d'affirmer son autorité : « Je suis Chef d'État et je dispose de tous les instruments de l'État... S'ils veulent m'obliger à parler en Chef d'État, je parlerai en Chef d'État ». En même temps qu'il prône le dialogue et l'apaisement, il fait référence à ses propres luttes aussi bien syndicales que politiques : « Tout ce que j'ai, je l'ai obtenu dans le combat quotidien, chaque jour. Un par un,

mètre carré après mètre carré, j'ai conquis tout ce que j'ai. Et je continue à rester ce que je suis, c'est-à-dire un lutteur...».

En effet, le Président a fait une rétrospective pour illustrer sa conviction profonde de ne pas céder aux revendications : « Les grandes avancées que nous avons eues quand nous étions enseignants et chercheurs, nous avons eu le statut de chercheur...». Pour convaincre, Laurent Gbagbo utilise des arguments de lien notamment déductifs à partir de l'argument causal, de l'attribution causale et des arguments analogiques : « Nous autres, quand nous avons gagné à la sueur de notre front ce que nous avons, nous le conservons en nous battant ». Il utilise aussi l'argument par la comparaison et par l'exemple : « Je prends mon maître Memel Foté qui a fait sa thèse de troisième cycle. Et quand on a voulu la transformer en thèse d'État, parce que la qualité était tellement parfaite, il a dit : "non !". Donc, il a mis encore dix ans pour faire une nouvelle thèse d'État. Alors, si vous lui dites, après trente ans, qu'il aille s'asseoir, pendant combien de temps aura-t-il servi l'État ? Vous comprenez qu'on ne peut pas dire qu'après trente ans de service, il faut que les gens partent ». En citant son maître, le professeur Harris Memel Foté, le Président Gbagbo passe d'une argumentation par l'autorité au sens de Guy Roudière (1999 : 38) à un appel à témoin d'honorabilité car le monde politique et la communauté universitaire de la Côte d'Ivoire et de la sous-région connaissent ce grand intellectuel.

En dépit de son assurance, Laurent Gbagbo évite de parler de certains thèmes sociaux délicats pour ne pas compromettre la trêve qu'il souhaite : Le Ministre a annoncé la signature prochaine du protocole d'accord portant trêve de stabilité de trois ans. Je remercie les travailleurs. De toutes les façons, il nous faudra une trêve de stabilité ». On note là une démarche en faveur de la cohésion sociale : « Je leur ai expliqué qu'ils ne sont pas des fonctionnaires exceptionnels. Je leur ai expliqué qu'un doctorat, ce n'est pas la mer à boire. Nous tous, on a des doctorats, et puis, on est assis ici. (...) l'officier de l'armée, qui met sa vie en danger pour sauver le pays, il n'a pas fait le doctorat, mais il prend plus de risques que l'enseignant. (...) Les douaniers qui nous ont fait avoir 700 milliards malgré la crise, eux, ils vont réclamer combien ? (...) Les grands commis de l'État qui sont là, est-ce qu'ils ont 4 millions ? (...) je suis obligé de donner plus à ceux qui nous protègent le plus. C'est-à-dire aux officiers, aux douaniers, aux agents du port, aux agents des impôts...».

Ces propos révèlent un malaise chez le Président de la République prononçant un discours incohérent, tantôt menaçant, tantôt sollicitant une trêve, voire un consensus vers la paix. Cette façon de procéder montre combien l'environnement sociopolitique de la Côte d'Ivoire est

parsemé d'écueils. Au regard de ce qui précède, nous allons interroger les stratégies et les tactiques inscrites dans le discours du Président Laurent Gbagbo.

6. Analyse stratégique et tactique

Tableau 3 : la structure stratégique et tactique du discours

Caractéristiques	Stratégies				Tactiques					
	Relationnelles		Substantielles		Oratoires		Substantielles			
	Attaque	Défense	Mise en valeur	Réalisations passées	For warning	Shotgun blast	Enjeu Du discours	Questions de rhétoriques	auditeurs	Questions difficiles
Nombre	10	7	07	14	05	06	12	07	15	5
Total	17		21		9		39			
Pourcentage	42.73%		57.27%		18.75%		81.25%			

Analyse du tableau 3

En se référant à des marqueurs linguistiques spécifiques, il s'agit de démontrer en quoi nous avons des tactiques substantielles ou oratoires. Laurent Gbagbo utilise abondamment dans son discours la stratégie résultant de l'ordre de la tactique substantielle 57,27% contre 42,73 % de la tactique dite oratoire. C'est aussi le cas de la stratégie relationnelle avec 18,75% par rapport à la stratégie substantielle 81,25%

À l'analyse, les tactiques substantielles sont plus nombreuses que les tactiques oratoires, ce qui démontre qu'il est sur la défensive, avec un besoin constant d'affirmer qu'il est le seul maître à bord : « les gens croient que je ne suis pas Chef d'État. Je suis Chef d'État et je dispose de tous les instruments de l'État ». Il met ainsi en avant l'enjeu le plus important de son message qui est le refus catégorique d'abdiquer devant les revendications salariales des enseignants grévistes « Non ! Et je le dis haut et fort aujourd'hui, ici et maintenant, qu'ils n'auront pas ce qu'ils demandent ... ». Plus loin, dans sa tactique oratoire, Laurent Gbagbo fait une combinaison du style pompeux et de sa volonté d'exprimer fermement son refus de satisfaire les enseignants : « Je voudrais vous dire solennellement et clairement qu'aucun assistant ne sera payé à 2 millions de francs ici. Aucun maître-assistant ne sera payé à 3 millions de francs. Aucun professeur titulaire ne sera payé à 4 millions de francs

». Le chef de l'État clôt le débat sur la question salariale des enseignants par la menace : « j'ai parlé. Mais, c'est ciblé, je n'ai pas l'argent pour payer les assistants à 2 millions. Et, celui qui demande ça aujourd'hui est un rêveur. Mais, comme il est un rêveur dont le rêve nous met tous en danger, il est dangereux. Et, avec les dangereux, il faut agir selon les dangers »

A travers ce discours, non seulement, Laurent Gbagbo attaque ses anciens collègues, mais arrogamment, il s'appuie sur ce mépris pour se mettre en valeur : « moi, j'ai dit aux grévistes qui sont venus me voir que la grève ce n'est pas ça qui rapporte. Moi, j'ai fait des grèves. Mais les grèves que nous avons faites n'ont pas été des grèves de revendications salariales... ». Il continue en les humiliant gratuitement : « je leur ai expliqué qu'un doctorat, ce n'est pas la mer à boire. Nous tous, on a des doctorats, et puis, on est assis ici. Mais, ce n'est pas pour ça qu'on réclame des avantages. Et que quelqu'un qui est officier de l'armée, qui met sa vie en danger pour sauver le pays, il n'a pas fait le doctorat, mais il prend plus de risques que l'enseignant. (...) Alors, je leur explique qu'être enseignant, ce n'est pas la fin du monde. »

Notons aussi que cette adresse du chef de l'État fait ressortir plus le substantiel, aussi bien dans la stratégie que dans la tactique, au détriment du relationnel consensuel. Cela nous conduit à envisager une analyse thématique du discours présidentiel.

7. Analyse thématique

L'analyse thématique explicite de ce discours permet de dire que Laurent Gbagbo est un homme sûr de lui, intransigeant. Mais l'implicite connote ici l'attitude d'une personne excédée par tant de crises. Si la relation de gouvernés à gouvernants doit s'instaurer, Laurent Gbagbo met cela au compte de la citoyenneté, du patriotisme et du syndicalisme. Ce qui est frappant dans ce discours relève de la dichotomie des styles langagier et linguistique. En effet, avec la persistance du thème du travail, Laurent Gbagbo est conciliant avec les centrales syndicales alors qu'avec les enseignants, sa position s'apparente à une déclaration de guerre : « la grève est un instrument, mais ça ne veut pas dire que c'est cet instrument-là qui rapporte. Regardez ceux qui se mettent en grève parce qu'ils veulent avoir deux millions. Ils ne l'auront pas, ils vont faire quoi ? Et pourtant, ils peuvent se mettre en grève, mais ils n'auront pas les 2 millions ». En s'adressant aux travailleurs de la sorte, Laurent Gbagbo veut prouver qu'il demeure l'unique capitaine du "navire Côte

d'Ivoire" : « je prendrai mes dispositions et je ne veux plus voir ces grèves illégales, intempestives et non réalistes en Côte d'Ivoire... ».

Parallèlement à ce discours ferme et intransigeant, Laurent Gbagbo n'oublie guère de féliciter et de remercier les autres corporations: « ...donc, je voudrais saluer les travailleurs parce qu'ils ont souffert tout en restant courageux, tout en restant Ivoiriens, tout en restant patriotes. Je voudrais saluer les travailleurs qui nous ont soutenus. Toutes les centrales et tous les travailleurs de base ont soutenu le pays dans cette traversée du désert ».

A la lecture de ce discours, Laurent Gbagbo montre bien la théâtralité du champ politique en donnant à la fois le sentiment d'un chef apaisé et d'un comédien à plusieurs facettes. Cette double posture nous conduit à relever les différents thèmes de son discours.

Tableau 4 : les thèmes du discours

N°	Thèmes	- Exemples
1	L'accord politique de Ouaga	<ul style="list-style-type: none"> - c'est l'Accord politique de Ouagadougou. Et cet accord, nous sommes en train de l'appliquer. Nous l'appliquons méthodiquement. Nous l'appliquons rigoureusement et nous allons aller jusqu'au bout et organiser les élections. - Il faut que toutes ces conditions soient réunies pour que nous puissions nous adresser à vous et vous présenter un plan global de sortie de crise - Et, c'est après que je vais m'adresser à vous sur l'Accord de Ouagadougou et les avancées acquises et sur la date approximative de la tenue des élections. - Le processus dans lequel nous sommes engagés ne va plus reculer. - Si nous avons dû faire l'Accord de Ouagadougou, c'est que tout n'était pas naturel et tout n'était pas normal. Si nous avons nommé un nouveau Premier Ministre et formé un nouveau Gouvernement, c'est que tout n'était pas naturel et tout n'était pas normal. Si nous avons levé la zone de confiance, c'est que tout n'est pas naturel et tout n'est pas normal...

2	Les remerciements	<ul style="list-style-type: none"> - Je voudrais (...) saluer les travailleurs de Côte d'Ivoire. Les saluer et les féliciter. - Donc, je voudrais saluer les travailleurs parce qu'ils ont souffert tout en restant courageux, tout en restant Ivoiriens, tout en restant patriotes. Je voudrais saluer les travailleurs qui nous ont soutenus. Toutes les centrales et tous les travailleurs de base ont soutenu le pays dans cette traversée du désert. - Donc, j'ai remercié les travailleurs. - Chers amis, merci. Merci pour votre courage. Merci pour votre compréhension. Et merci parce que vous êtes restés debout comme les autres Ivoiriens. - Je vous salue et je vous remercie. - Je vous remercie
3	Le travail	<ul style="list-style-type: none"> - Les emplois à créer, les dispositions à prendre, nous allons rendre tout cela public, pour que nul n'en ignore. - il y a des moments où un État est obligé de prendre position pour créer massivement des emplois. - notre problème aujourd'hui, ce n'est pas de créer des emplois. - Mais, c'est de créer massivement des emplois - Nous avons au moins quatre millions de personnes qui ont besoin d'avoir un emploi. - Donc, les dispositions que nous prenons sont des dispositions pour créer massivement des emplois. - Je fais mon travail - Je fais mon travail qui est de prendre toutes les dispositions pour que les taxes soient créées, les postes d'emploi soient créés de façon massive - j'ai un devoir de mettre chaque Ivoirien en contact avec un emploi au moins une fois dans sa vie. - Oui, le code du travail, c'est un acte du Gouvernement, donc on peut le reprendre sans attendre l'accord". - Puisque le code du travail, c'est la matrice des rapports entre les travailleurs et le patronat privé.

Communication politique et crise dans les universités et grandes écoles publiques en Côte d'Ivoire : Analyse du discours présidentiel de Laurent Gbagbo le 1er Mai 2007

4	Les élections	<ul style="list-style-type: none"> - Mais, si je ne veux pas des élections, je n'aurai pas fait le dialogue direct - Nous, nous voulons aller aux élections - Dites partout que GBAGBO Laurent veut aller aux élections - parce qu'il est un enfant des élections - Donc, nous voulons aller aux élections, parce qu'il faut que dans ce pays il arrive un moment où les choses soient clarifiées. Il faut qu'on sache qui est qui. Qui est quoi ? Si chacun se promène : "Moi, j'ai 70%. Moi, j'ai 80%. Moi, j'ai 90% de la population." Au fond, il faut qu'on aille aux élections et puis ça va finir. - Mais, quand on ira aux élections, on saura qui est quoi et qui ne l'est pas
5	La grève des enseignants	<ul style="list-style-type: none"> - il faut que je m'arrête un peu sur les grèves intempestives et répétitives. - Alors, il y en a qui se mettent en grève, on les reçoit, on leur parle et ils font comme s'ils n'entendent rien. - J'ai parlé en frère, en syndicaliste, s'ils veulent m'obliger à parler en Chef d'État, je parlerai en Chef d'État. - Je prendrai mes dispositions et je ne veux plus voir ces grèves illégales, intempestives et non réalistes en Côte d'Ivoire. J'ai parlé en syndicaliste, en camarade, et les gens croient que je ne suis pas Chef d'État Je suis Chef d'État et je dispose de tous les instruments de l'État. - Je voudrais vous dire solennellement et clairement qu'aucun assistant ne sera payé à 2 millions de francs ici. - Aucun maître-assistant ne sera payé à 3 millions de francs. Aucun professeur titulaire ne sera payé à 4 millions de francs. - je demande au Premier Ministre de recevoir les grévistes et de discuter avec eux. - je n'ai pas l'argent pour payer les assistants à 2 millions. Et, celui qui demande ça aujourd'hui est un rêveur. Mais, comme il est un rêveur dont le rêve nous met tous en danger, il est dangereux. Et, avec les dangereux, il faut agir selon les dangers qu'ils mettent en notre sein, qu'ils mettent au sein de la société. - Je ne veux pas, à cause des assistants, des maîtres-assistants et des professeurs titulaires, mettre l'équilibre financier de toute la Côte d'Ivoire en danger. Jamais ! - Je leur ai expliqué qu'ils ne sont pas des fonctionnaires exceptionnels. - Je leur ai expliqué qu'un doctorat, ce n'est pas la mer à boire. - je leur explique qu'être enseignant, ce n'est pas la fin du monde

		<ul style="list-style-type: none">- c'est notre métier, il est au-dessus de tous les métiers, nous sommes de dangereux rêveurs- Et je le dis haut et fort aujourd'hui, ici et maintenant, qu'ils n'auront pas ce qu'ils demandent. Je ne donnerai pas deux millions à un enseignant et je ne donnerai pas 4 millions à un professeur titulaire. Tout simplement pas parce que je n'en ai pas.- Monsieur le Premier ministre, vous pouvez continuer à discuter- avec eux, mais, dans les limites de ce qui est raisonnable. Et s'ils ne veulent pas être raisonnables, ils auront en face d'eux l'État.- Moi, j'ai dit aux grévistes qui sont venus me voir que la grève ce n'est pas ça qui rapporte. Moi, j'ai fait des grèves. Mais les grèves que nous avions faites n'ont pas été des grèves de revendications salariales et ce n'est pas là que nous avons gagné.- la grève est un instrument, mais ça ne veut pas dire que c'est cet instrument-là qui rapporte. Regardez ceux qui se mettent en grève parce qu'ils veulent avoir deux millions. Ils ne l'auront pas, ils vont faire quoi ? Et pourtant, ils peuvent se mettre en grève, mais ils n'auront pas les 2 millions.
--	--	---

Analyse des thèmes du discours :

L'idéologie principale qui sous-tend l'adresse du chef de l'État ivoirien à son peuple est le thème du travail puisqu'il s'agit du 1^{er} mai sur lequel viennent se greffer d'autres thèmes analogues et disjoints : la réconciliation, les attentes des travailleurs et les projets de résolution de leurs crises, l'accord direct de Ouagadougou, la reconnaissance de l'État envers l'armée, la douane et enfin la grève des enseignants qui est ici le point focal du discours. Cette démarche est linguistique car l'analyse du sens et de la signification aussi bien explicite qu'implicite fait ressortir la double volonté du Président de la République de résoudre ou du moins de donner satisfaction aux revendications d'une catégorie de travailleurs et son refus catégorique aux revendications de la communauté universitaire.

8. Analyse relationnelle

L'homme politique s'adresse à son public en se servant de deux principes de communication et en se plaçant également dans deux situations relationnelles fondées sur des dimensions aussi bien symétrique que complémentaire.

En ce qui concerne la communication symétrique, on peut noter des exemples suivants :

Tout ce que j'ai, je l'ai obtenu dans le combat quotidien, chaque jour. Un par un, mètre carré après mètre carré ;

- *J'ai conquis tout ce que j'ai. Et je continue à rester ce que je suis, c'est-à-dire un lutteur ;*
- *Je continuerai à me battre, parce que souvent, les héritiers font très mauvais usage de l'héritage ;*
- *Moi, comme je ne suis pas un héritier et que ce que j'ai, c'est ce que j'ai gagné à la sueur de mon front, j'en prends soin,*
- *Nous autres, quand nous avons gagné à la sueur de notre front ce que nous avons, nous le conservons en nous battant ;*
- *Je fais mon travail qui est de prendre toutes les dispositions pour que les taxes soient créées, les postes d'emploi soient créés de façon massive*
- *j'ai un devoir de mettre chaque Ivoirien en contact avec un emploi au moins une fois dans sa vie ;*
- *Je voudrais (...) saluer les travailleurs de Côte d'Ivoire. Les saluer et les féliciter ;*
- *Donc, je voudrais saluer les travailleurs parce qu'ils ont souffert tout en restant courageux, tout en restant Ivoiriens, tout en restant patriotes. Je voudrais saluer les travailleurs qui nous ont soutenus. Toutes les centrales et tous les travailleurs de base ont soutenu le pays dans cette traversée du désert ;*
- *Donc, j'ai remercié les travailleurs ;*

- *Chers amis, merci. Merci pour votre courage.*

Quant à la communication complémentaire mise en œuvre par Laurent Gbagbo, elle est un moyen pour convaincre les travailleurs d'adhérer à sa vision managériale, pour apaiser les centrales syndicales et les inviter à la paix sociale. Pour cela, il se fonde sur sa propre expérience des luttes syndicales en les exhortant à faire de même. Pour lui, ces revendications successives émanent d'une autre réalité qui favorise l'hypothèse selon laquelle certaines corporations seraient manipulées par des partis politiques. Dans ce sens, Laurent Gbagbo met en garde les syndicats contre tout abus dans leur droit de grève. Pour la circonstance, toutefois Laurent Gbagbo tente un apaisement : *« j'ai donné mon accord pour l'examen des projets de statut des fonctionnaires. Voilà, après le pré forum de Bassam, ce sur quoi j'ai donné mon accord. Je réitère ce jour, mon accord, et j'invite le Ministre de la Fonction Publique et de l'Emploi à présenter sans délai au Conseil des Ministres, une communication pour permettre au gouvernement de prendre les décisions et mesures applicables... »*.

154

L'analyse relationnelle de ce discours permet de comprendre que Laurent Gbagbo est un homme politique excédé et affaibli, mais dont l'égo reste fort lorsqu'il rappelle souvent qu'il demeure le Chef de l'Etat : *« je prendrai mes dispositions et je ne veux plus voir ces grèves illégales, intempestives et non réalistes en Côte d'Ivoire... »*. Laurent Gbagbo utilise constamment et à bon escient les deux dimensions complémentaire et symétrique de la communication relationnelle.

Conclusion

L'analyse du discours de Laurent Gbagbo a permis de mettre en exergue un aspect important de sa communication politique. En effet, les différents procédés discursifs qu'il utilise attestent de sa volonté de ne pas céder aux revendications, même lorsqu'il affirme avoir les moyens et les ressources pour dénouer cette situation. Son message est subjectif,

intransigeant et teinté de mépris à l'adresse des enseignants et des chercheurs des universités publiques. Cela transparait dans de multiples comparaisons où Laurent Gbagbo oppose les universitaires aux autres corps de métiers tels que les douaniers (dit-il, pourvoyeurs de ressources financières à l'Etat) et les militaires (qui durant cinq ans, étaient au front pour combattre les rebelles). Fermement, Laurent Gbagbo demande aux travailleurs de ne rien faire qui puisse compromettre davantage la fragile stabilité du pays. Le Président de la République abandonne aussi l'emphase et les figures de style du registre des tropes pour montrer une fois de plus qu'il demeure un Chef de l'Etat dont les décisions sont fermes et irrévocables.

Ce qui est frappant dans ce discours, c'est l'absence d'un lexique à connotation de conciliation en faveur des enseignants du supérieur : *« j'ai parlé (...) mais, c'est ciblé, je n'ai pas l'argent pour payer les assistants à deux millions. »*. Sa position, paradoxale envers ses anciens collègues, montre les difficultés rattachées à sa nouvelle fonction de Chef d'Etat d'une part, et par ailleurs, souligne que l'apprentissage de la démocratie est indéniablement lié à l'existence de l'incertitude et à l'impossibilité de communiquer avec une frange spécifique de la société, d'autre part. En plus, en utilisant son talent de polémiste, Laurent Gbagbo perturbe ceux qui l'écoutent lorsqu'il rappelle constamment son passé de syndicaliste pour humilier ses camarades d'hier.

Nous pensons que cette attitude de Laurent Gbagbo est inappropriée quand il se met fréquemment en scène par le rappel de procédés identiques à ceux qu'il reproche aujourd'hui aux enseignants-chercheurs. Même si les grèves sont intempestives et réelles dans les universités publiques, bon nombre d'ivoiriens ont été gênés par le ton hautain et méprisant de son discours qui, forcément, stigmatise ses compagnons d'hier. Laurent Gbagbo est étonnant dans cette posture dans laquelle il (rê) nie son passé (quand on se souvient de ses positions critiques contre le régime du Président Félix Houphouët-Boigny) pour jeter aujourd'hui ses anciens collègues à la « vindicte populaire », en

ignorant lui-même totalement les mauvaises conditions de travail de ceux avec lesquels ils dénonçaient les travers de l'ancien régime.

A l'occasion du discours Présidentiel traditionnel du 1^{er} Mai, occasion symbolique où l'ouvrier est, dans le monde entier, écouté par le patronat, Laurent Gbagbo a offert à la Côte d'Ivoire un discours à thèse longuement et maladroitement argumenté par de mauvais exemples, dont le thème central concerne la communauté universitaire. L'historien Laurent Gbagbo a oublié (ou a tu stratégiquement) l'importance de la lutte des classes qui a permis de corriger un nombre significatif d'injustices sociales, partout dans le monde.

Cet état d'esprit montre que Laurent Gbagbo est excédé et fragilisé par tant d'agitations sociales paralysant la réalisation de ses projets de société. Dans le milieu universitaire, le Syndicat National des Chercheurs et Enseignants du Supérieur (Synares), qui devait soutenir ses actions, est affaibli et presque inexistant. Ce qui distingue le Synares de la Coordination Nationale des Enseignants et Chercheurs (CNEC), c'est que cette dernière s'est construite à partir d'une prise de conscience de la communauté universitaire : la CNEC est donc porteuse d'espoir, par opposition au Synares qui, en se politisant, s'est éloigné de sa base. Cette émergence de la solidarité des enseignants du supérieur tient moins à des changements politiques qu'à une évolution des mentalités marquée par une réelle prise de conscience de la légitimité d'appartenance à laquelle la CNEC a apporté une contribution capitale.

Le propos du Chef de l'Etat s'est produit dans un contexte politique délicat où toutes les couches de la société, malgré la crise, revendiquent une augmentation de salaires. Ce discours polysémique a entraîné au moins trois thèses :

- celle de la récupération politique qui atteste qu'à travers son propos violent contre les enseignants, Laurent Gbagbo a humilié l'ensemble des travailleurs, le 1^{er} Mai, à la fête du travail. C'est la position des opposants politiques et des journaux qui leur sont proches ;

- celle des partisans de Laurent Gbagbo qui, dans leur costume au « parfum de dogmatisme », reconnaissent en lui un homme fort qui a su restaurer l'autorité de l'Etat. Selon eux, le pays est désormais bien gouverné ;

- enfin, celle des analystes politiques qui avancent que Laurent Gbagbo, en insultant ses anciens collègues, les a en réalité protégés contre les autres corps de métiers qui ne peuvent plus, à leur tour, réclamer une augmentation salariale. La preuve, depuis Août 2007, Laurent Gbagbo a signé le décret portant re-valorisation des salaires des Enseignants-Chercheurs. Son propos très ferme, voire méprisant, selon les tenants de cette thèse, n'est pas polyphonique car le message, bien que violent, est clair, précis et bien ciblé pour tromper la vigilance des centrales syndicales. Il s'agissait d'un discours de dissuasion destiné aux fonctionnaires qui auraient en tête de faire des grèves pour voir aboutir leurs revendications.

En ce qui nous concerne, notre hypothèse, selon laquelle la situation de l'université constitue une crise dans la crise ivoirienne, est confirmée. Les enseignants ont dans leurs mains l'avenir de la Côte d'Ivoire. Un enseignant insulté et humilié publiquement, lors de la fête du travail, ne peut être désormais à l'aise devant ses étudiants car il aura perdu son honorabilité. Rien n'est plus important dans une société en développement que la culture de l'intelligence. Un pays qui dévalorise ses enseignants induit des tendances suicidaires. Il faut qu'une place plus juste leur soit faite dans la nation, à la hauteur de leur responsabilité et de la difficulté grandissante de leur métier. Il est fondamental de revaloriser la communauté universitaire et de lui donner la considération à laquelle elle a droit.

Bibliographie

Austin, J-L. (1962), *Quand dire c'est faire*, Paris : Seuil.

Aziza C., OLIVIERI C., STRICK R., (1978), *Dictionnaire des symboles*, Paris : Nathan.

Bardin, L. (1977), *L'analyse de contenu*, Paris : PUF.

Blé, R. G. (2009), « les médias dans la guerre, la guerre dans les médias » in *Afrique et développement*, Revue du CODESRIA, vol XXXIV, N^o 2, pp. 177-201.

Blé, R. G. (2007), « Médias d'opinions et crise ivoirienne » in Enjeux de l'information et de la communication, *Revue du CAMES* - Nouvelle Série B, Vol. 008 N^o 1, pp. 247-256

Breton, P. (1997), *La parole manipulée*, Paris : La Découverte.

Cotteret, J-M. (1991), *Gouverner c'est paraître*, Paris : PUF.

Mucchielli, R. (1998), *L'analyse de contenu*, Paris : ESF.

Pigallet, P.(1998), *Les outils de la pensée*, Paris : ESF.

Roudiere, G. (1999), *Décrypter les débats télévisés*, Paris : ESF.